

PL 89, Amazon, services publics :

Mobilisons pour la semaine d'action !

27 avril au
3 mai

Ça prend une VRAIE riposte syndicale !

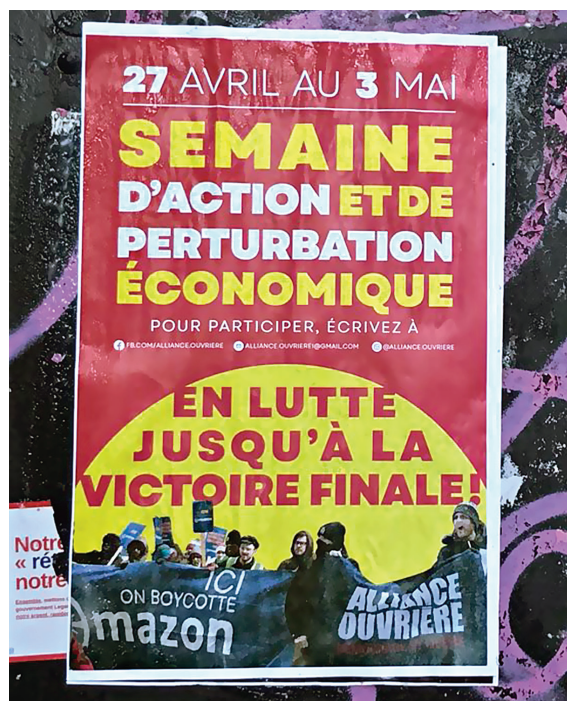
Le groupe Alliance ouvrière (AO) appelle à une semaine d'action et de perturbation économique du 27 avril au 3 mai contre les attaques du patronat partout au Québec. Tout le mouvement syndical et toute la gauche doit emboîter le pas et préparer des actions de lutte qui sortent du cadre habituel des parades platoniques et des communiqués de presse auxquels la bureaucratie syndicale nous a habitués. Tout le monde à gauche sait qu'il faut sortir de ce cadre pour gagner : la semaine d'action est l'occasion rêvée de commencer à le faire *pour vrai*.

Les attaques antisyndicales comme la fermeture d'Amazon ou le projet de loi 89 s'inscrivent dans une série de défaites du mouvement syndical, qui ne cesse de perdre ses acquis depuis des années. Et c'est la bureaucratie syndicale qui est la responsable de toutes ces défaites, et qui va en préparer d'autres. On n'a qu'à penser au Front commun de 2023-24, alors que le gouvernement Legault était à son plus bas et que l'immense majorité de la population appuyait la cause des travailleurs du secteur public. La bureaucratie s'est assurée qu'aucune lutte sérieuse n'aurait lieu, laissant plutôt les membres isolés et affaiblis par des grèves tournantes sans im-

pact et des divisions de chapelles ridicules entre différents syndicats.

Les attaques actuelles s'inscrivent dans le contexte de la montée de la droite dans le monde et des menaces de Trump contre le Canada. Une lutte unitaire des travailleurs d'Amérique du Nord contre Trump est ce qu'il faut pour repousser ces attaques. Mais la bureaucratie syndicale québécoise en profite plutôt pour essayer de resserrer ses liens avec le gouvernement Legault, se plaignant que le projet de loi 89 est une entrave à la « paix sociale » au Québec et à la bonne entente des syndicats avec le gouvernement ! Clairement, des « dirigeants » syndicaux d'un tel acabit ne remporteront jamais aucune lutte *contre* le gouvernement.

Le mouvement ouvrier québécois est extrêmement puissant, du moins en potentiel, et toutes les attaques comme le projet de loi 89 pourraient aisément être repoussées s'il se mobilisait sur une base classe contre classe, en s'attaquant directement aux profits et à l'ordre établi par le patronat et les gouvernements. Mais clairement cela veut dire sortir du carcan de la bureaucratie syndicale qui ne fera rien d'elle-même qui sorte des méthodes acceptables pour les patrons.



Affiche d'Alliance ouvrière (f @alliance.ouvrière)

Par exemple, l'interdiction de faire grève en dehors des périodes « légales » de négociations doit être défiée si le mouvement syndical veut avancer même d'un pouce — mais c'est clair que ce ne sont pas les dirigeants syndicaux actuels qui vont prendre une telle initiative !

Que fait la gauche ?

Tout le monde peut voir que les bureaucraties syndicales étouffent les luttes à chaque tournant. La semaine d'action est une occasion en or de commencer à renverser la vapeur. Mais ça veut dire d'abord et avant tout que la gauche socialiste lance une lutte ouverte contre les dirigeants traîtres actuels du mouvement ouvrier et commence à construire une alternative, une direction lutte de classe des syndicats. Il faut proposer des mesures concrètes aux travailleurs dans chaque secteur et des moyens de les réaliser qui confrontent les méthodes défaitistes des bureaucrates. Par exemple, la semaine d'action devrait inclure des débrayages (même s'ils sont limités à une seule journée par exemple) exigeant que le gouvernement retire le projet de loi 89 **maintenant**.

Tant Alliance ouvrière que d'autres groupes dans la gauche syndicale et socialiste comprennent très bien le rôle pernicieux de la bureaucratie. Mais la gauche ne prend aucune initiative. AO appelle à une semaine d'action mais n'appelle **pas** à défier la bureaucratie syndicale, se contentant de préparer des actions en petits groupes isolés comme elle l'avait fait en bloquant des entrepôts d'Intelcom (l'expéditeur d'Amazon) pendant quelques heures. De telles actions, si militantes soient-elles, ne servent pas à mobiliser les rangs syndicaux (ni à organiser Intelcom) et ne font que contourner la question fondamentale à l'heure actuelle : combattre la bureaucratie syndicale conservatrice dans le but de la remplacer par une direction lutte de classe des syndicats.

Plutôt, depuis les licenciements d'Amazon, AO (qui avait syndiqué l'entrepôt de Laval) reste à la traîne de la bureaucratie et de sa campagne défaitiste de boycott de consommateur. Depuis le début, la Ligue trotskyste argumente, y compris au sein d'AO, que ce qu'il faut c'est un **boycott syndical** d'Amazon, où les centrales organisent tous les syndiqués pour **refuser** de manipuler ses livraisons. Verbalement, des dirigeants d'AO se disent d'accord avec nous « en principe », mais n'ont rien fait pour appliquer cette stratégie, ne voulant pas rompre avec leurs « alliés » syndicaux. À son congrès de décembre 2024, AO s'était pourtant donnée comme tâche de reconstruire les syndicats sur une base classe contre classe : la question pour elle maintenant c'est de savoir si elle va prendre les mesures nécessaires pour y arriver, en combattant ouvertement la bureaucratie syndicale, ou si elle va rester à la traîne de la bureaucratie.

Le Parti communiste révolutionnaire, le plus gros groupe marxiste au Québec et au Canada, se

plaint pour sa part régulièrement dans les pages de ses journaux que les centrales n'organisent pas une vraie riposte. Mais bien que le PCR lance régulièrement des appels pour des actions militantes comme des grèves et des occupations, lui non plus ne confronte **jamais** la bureaucratie syndicale directement dans la vraie vie, et ne se bat pas pour la remplacer par une direction socialiste des syndicats. Cela transforme sa rhétorique militante en simples phrases creuses lancées au vent.

Pourquoi ? Pourquoi personne à gauche ne veut défier la bureaucratie ? On nous dit que les travailleurs ne sont « pas prêts », ou alors que la gauche n'a pas la « légitimité » pour entreprendre une telle lutte, ou qu'elle est trop petite. La bureaucratie syndicale est une couche sociale dont les intérêts matériels sont liés à la préservation de l'ordre capitaliste. Elle est une caste privilégiée que les capitalistes tolèrent parce qu'elle est utile pour policer la classe ouvrière. L'idée que l'on n'a pas la légitimité pour la combattre découle de la notion erronée que la bureaucratie, elle, est la représentante « légitime » des travailleurs. Rien n'est plus faux. C'est vrai que le conservatisme d'une certaine couche de travailleurs aide à maintenir cette bureaucratie en place, mais ils ne sont pas la cause de son existence, mais plus un symptôme. De toute façon, la gauche acquerra de la légitimité (et plus d'effectifs !) quand elle va commencer à lutter ouvertement dans l'intérêt des travailleurs **contre** la bureaucratie syndicale !

Dans tous les syndicats, associations étudiantes, groupes de lutte locaux, etc., il faut préparer une semaine d'action victorieuse du 27 avril au 3 mai ! Passez des motions pour des débrayages, des blocages, des occupations, des manifs militantes — à chacun de déterminer la tactique appropriée. Non seulement cela fera avancer les luttes immédiates des travailleurs, mais c'est aussi comme ça qu'on va commencer à construire une véritable alternative socialiste pour diriger les puissants syndicats québécois !

The image shows two copies of the newspaper 'République Ouvrière'. The left copy has a headline that reads 'Suffit les débrayages platoniques! COMMENT PRÉPARER LA GRÈVE' and includes a QR code. The right copy has a headline that reads 'Amazon gifle les syndicats et le Québec Il faut une vraie riposte!' and also includes a QR code. Both copies have the newspaper's masthead and date (26 septembre 2024).

Ligue trotskyste au Québec et au Canada

X@Rep_Ouvriere | f@republiqueouvriere | iclfi.org | 514-728-7578 | republique.ouvriere@gmail.com